AWID a récemment parlé avec Ayat Mneina, co-fondateur du **Mouvement de la jeunesse libyenne**, de la guerre civile qui se développe en Libye suite à la révolution qui a provoqué la chute de Kadhafi.

Le Mouvement de la jeunesse libyenne est une plate-forme d'information en ligne menée par des jeunes et pour des jeunes, créée juste avant la révolution libyenne. Selon Mneina, « le principal objectif du mouvement est d'offrir une aide appuyée à la communauté internationale, notamment aux médias internationaux, en leur donnant accès à des rapports authentifiés, à des sources locales, des photos et des vidéos » ainsi que de promouvoir les façons de voir et les perspectives de la jeunesse libyenne.

Les droits des femmes dans la Lybie post-Kadhafi

Après la chute de Kadhafi en octobre 2011, il y a eu des progrès visibles des capacités des femmes libyennes à se mobiliser librement, et de leurs ressources pour cela. En 2012, la Libye a connu ses premières élections démocratiques, et la Plate-forme des Femmes libyennes pour la Paix en a profité pour lancer une campagne en faveur de l'augmentation de la représentation des femmes au Parlement. En réponse à ces efforts, le Conseil National de Transition (CNT) a modifié le Code électoral pour « exiger des listes fermées des candidats aux sièges des partis où alternent un homme et une femme aussi bien horizontalement que verticalement. »
[1]
Il en est résulté que les femmes ont obtenu près de 17% du nombre total des sièges à l'Assemblée constituante. Mais l'euphorie a commencé à retomber lorsque l'apparition d'innombrables groupes armés libyens que nous appelons aujourd'hui les 'Nationalistes' et les 'Islamistes' – a marginalisé l'inclusion des femmes et fait qu'il est devenu de plus en plus dangereux pour les activistes de la société civile de se mobiliser dans les lieux publics. Les voix qui demandent la liberté et la stabilité sont confrontées à des campagnes d'assassinat visant les forces de sécurité et les policiers, ainsi que des journalistes, des avocats et des activistes. Par exemple, Salwa Bughaighis, une éminente défenseuse des droits humains et activiste des droits des femmes qui s'opposait ouvertement à ces milices, a été assassinée chez elle à Benghazi en juin 2014. De la même façon, en novembre dernier, deux jeunes femmes, Aisha Sadiq et Marwa Amer, ont été assassinées en plein jour, à Tripoli dans le quartier de Gharghour, par des miliciens de la ville de Misrata qui ont ouvert le feu sur des manifestants, faisant 42 morts et plus de 500 blessés.
Cet attentat montre les dangers auxquels sont exposées les femmes dans la capitale – censée être plus sûre que le reste du pays. Cependant, malgré ce retour de bâton, beaucoup

d'activistes refusent de céder et certains ont choisi d'opérer depuis l'extérieur des frontières de la Libye pour continuer à agir

L'émergence de la guerre civile

De façon schématique, le conflit actuel en Libye met en présence deux forces rivales qui luttent pour le pouvoir – le Parlement démocratiquement élu et le gouvernement mis en place, versus une alliance d'Islamistes appelée Aube de la Lybie. Un violent conflit a éclaté lorsque le Congrès Général National au pouvoir, à majorité islamiste, a refusé de se retirer à la fin de son mandat électoral en janvier 2014. Ayant subi une écrasante défaite aux élections du mois de juin, les Islamistes ont refusé de reconnaître le gouvernement élu et reconnu par la communauté internationale, et avec l'aide d'autres milices venant de Misurata ont occupé par la force Tripoli et la plus grande partie de l'ouest de la Libye, ce qui a divisé le pays en deux.

Pour compliquer les choses, la Cour suprême de Libye a récemment rendu un arrêt ambigu qui aux yeux de certains, en particulier des supporters d'Aube de la Lybie, est une dissolution légale de la Chambre des Représentants nouvellement élue. A proprement parler, la Cour conteste l'article précis qui concerne le leadership du Président ou celui du Premier Ministre. Mais, Mneina note que « les conditions dans lesquelles cet arrêt a été extrapolé pour délégitimer la Chambre des Représentants ne sont pas aussi claires que l'on dit les médias et les forces de l'opposition », il fait valoir que « avant que ne soit élue la Chambre des Représentants, le Congrès Général National prenait les décisions par consensus et non à la majorité, en multipliant les obstructions et en ne promouvant que le programme des factions islamistes dominantes ». Cela soulève aussi des questions « concernant les juges qui ont été remplacés à la fin de l'instruction ; la façon dont il a été décidé de cet arrêté et sa signification sont encore à élucider ». En d'autres termes, « en semant intentionnellement des embûches sur la route de la Chambre des Représentants, les Islamistes veulent réduire à néant les espoirs du pays et de la communauté internationale que la démocratie soit une voie d'avenir pour la Libye. »

La guerre civile émergente a obligé les organisations et les mouvements de femmes et de jeunes à changer de stratégie et à repenser les façons de faire avancer leurs causes. De fait, avec ces assassinats de personnalités de la société civile, depuis le début de la révolution, les activistes libyens n'avaient jamais connu de mois aussi sanglants que ceux de l'été dernier. Ces morts ont encouragé la jeunesse libyenne à continuer à se mobiliser, à travailler et à demander plus de justice sociale. La campagne 'Je suis Tawfik' se veut un défi collectif à ceux qui jour après jour tentent de réduire au silence les voix qui s'élèvent contre l'injustice en Libye. Elle appelle tous ses participants à envoyer un message à ceux qui ont assassiné impunément des

défenseur-e-s des droits humains notamment
Tawfik Bensaud
,
Salwa Bugaighis
,
Fariha Berkawi
,
Sami Elkawafi
,
Muftah Buzeid
,
Abdulsalam Al-Mismari
.
[3]

Que va-t-il se passer en Libye ?

Selon Mneina, pour combattre efficacement l'extrémisme et le fondamentalisme en Libye, il faut prendre en compte deux éléments : les armes et la force insigne qu'ils détiennent et dont ils tirent leur pouvoir. Le premier élément demande la mise en place d'une armée nationale libyenne qui rende des comptes à un gouvernement civil. En même temps, il faut essayer de désarmer toutes les factions pour faciliter l'instauration d'un dialogue ouvert entre les forces d'opposition. Sans cela, aucune forme légitime de dialogue ne peut exister. Le deuxième élément demande que la société fasse la différence entre ces groupes et l'écran de la religion derrière lequel ils se cachent. Aujourd'hui, comme ces groupes agissent au nom de la religion, la frontière entre le bien et le mal est brouillée. Dans ce contexte, si cela fait trop longtemps que les extrémistes ont pu échapper à tout contrôle c'est parce que la société a du mal à faire la distinction entre la « religion » et ses mésusages. Non seulement ceci nécessite une stratégie à long terme, mais une stratégie qui commence par appliquer l'état de droit et la Constitution – deux éléments d'importance vitale pour l'avancement de la Libye.

En conclusion, même si l'avenir de la Libye peut paraître incertain, il est indéniable que beaucoup de femmes libyennes se mobilisent collectivement et adoptent des moyens alternatifs pour modeler de nouvelles politiques, que ce soit en créant des écoles en ligne, en lançant des campagnes d'éducation ou en mettant leurs compétences et leur énergie au service de la transition en Lybie. Comme le dit Mneina, « nous ne manquons pas de femmes compétentes. . . [nos] voix ne seront pas étouffées et [nos] voix ne serviront pas seulement aux femmes, mais à la Libye toute entière ».

Source: AWID